

Accord national interprofessionnel

RETRAITE DES SALARIÉS NON CADRES

(15 mars 1988)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)

*(Etendu par arrêté du 21 juin 1988,
Journal officiel du 30 juin 1988)*

AVENANT N° 103 DU 30 SEPTEMBRE 2008

À L'ACCORD DU 8 DÉCEMBRE 1961

NOR : ASET0851183M

Les articles 6 et 7 de l'accord du 8 décembre 1961, l'article 23 de l'annexe A audit accord ainsi que l'annexe C audit accord sont modifiés comme ci-après.

Article 6

L'article 6 de l'accord est modifié comme suit :

Au 3^e alinéa du chapitre II, relatif à la composition de l'ARRCO, « l'article L. 132-15 du code du travail » est remplacé par « l'article L. 2261-4 du code du travail ».

Article 7

Dans le II, relatif à la commission paritaire chargée de l'approbation des comptes, le 3^e alinéa est désormais libellé comme suit : « donner quitus au conseil d'administration de l'ARRCO sur l'accomplissement de sa mission ».

Article 23

Le titre I^{er} de l'article 23 de l'annexe A est modifié comme suit :

Au 1^{er} alinéa du chapitre IV, relatif aux bénéficiaires des allocations de solidarité spécifique, « l'article L. 351-10 du code du travail » est remplacé par « l'article L. 5423-1 du code du travail ».

Les 5 premiers alinéas du chapitre VI, relatif aux bénéficiaires de congés de conversion, sont remplacés par le texte suivant :

« Sont concernés par le présent chapitre les bénéficiaires des congés de conversion institués par l'article R. 5111-2 (4°) du code du travail, dans les cas où l'Etat rembourse à l'entreprise tout ou partie des cotisations de retraite complémentaire.

Ceux de ces salariés qui, lorsqu'ils accèdent à ce congé, occupent un emploi validable dans le cadre du présent accord obtiennent des points de retraite, calculés sur la base du salaire qui aurait été versé si l'activité avait été poursuivie dans des conditions normales, sous réserve du versement effectif des cotisations à l'institution.

Le paiement des cotisations est assuré par l'employeur.

Si l'Etat ne rembourse pas à l'entreprise l'intégralité des cotisations, il peut être convenu, par accord conclu au sein de l'entreprise, de verser un supplément de cotisations en vue de l'obtention de points de retraite à hauteur de ceux qui auraient été inscrits en l'absence de congé de conversion ».

Le 6^e et dernier alinéa, qui devient le 5^e alinéa, est inchangé.

Au 1^{er} alinéa du chapitre VIII, relatif aux bénéficiaires de l'allocation équivalent retraite, « l'article L. 351-10-1 du code du travail » est remplacé par « l'article L. 5423-18 du code du travail ».

ANNEXE C

Au 9^e alinéa du chapitre I^{er} relatif aux compétences catégorielles des institutions, « l'article L. 129-1 du code du travail » est remplacé par « l'article L. 7232-1 du code du travail ».

Fait à Paris, le 30 septembre 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

MEDEF ;
CGPME ;
UPA.

Syndicats de salariés :

CFDT ;
CFE-CGC ;
CFTC ;
CGT-FO ;
CGT.